LES ENJEUX

RÉGLEMENTATION | LÉGISLATION NATIONALE

La Hongrie, prochain marché à s'ouvrir en Europe centrale ?

Vincent Reynaert
Publié le 21 mai 2026 . Lecture estimée : 3 min

Le secteur européen des jeux d'argent pourrait bientôt observer avec attention l'évolution du marché hongrois. Après plus de vingt ans d'un modèle particulièrement verrouillé sous l'ère de Viktor Orbán, plusieurs signaux laissent entrevoir une possible réforme en profondeur de la régulation des jeux en ligne dans le pays. À ce stade, aucun texte officiel n'a toutefois été présenté et les contours d'une éventuelle libéralisation restent encore flous.

Selon plusieurs médias spécialisés et observateurs du secteur, le nouveau contexte politique en Hongrie, issu de l'arrivée au pouvoir du mouvement TISZA, pourrait ouvrir une phase de réflexion autour du fonctionnement du marché hongrois des jeux d'argent. Le sujet concerne autant la structure des licences que le rôle des opérateurs publics et la place des acteurs internationaux.

La Hongrie fait figure d'exception en Europe centrale avec un modèle longtemps dominé par un nombre limité d'opérateurs agréés et une forte présence de l'État. Le secteur s'appuie notamment sur Szerencsejáték Zrt., acteur historique contrôlé par l'État hongrois et pilier du marché local.

Ce fonctionnement est régulièrement critiqué par plusieurs acteurs du secteur, qui estiment que le marché hongrois demeure sous-exploité malgré le potentiel du pays. Certains analystes évoquent un marché réglementé qui ne représenterait qu'une fraction de ses capacités réelles, notamment en comparaison avec la Roumanie (estimé entre 1,2 et 1,5 milliards d'euros de PBJ) ou la Slovaquie, deux juridictions voisines ayant davantage ouvert leur écosystème à la concurrence privée.

Le poids du marché offshore constituerait également un sujet croissant pour les autorités locales, dans un contexte où plusieurs pays européens cherchent à améliorer la canalisation des joueurs vers des offres régulées.

Une réforme encore très hypothétique

À ce stade, aucune réforme structurée n'a été officiellement dévoilée par le gouvernement hongrois. Plusieurs pistes circulent néanmoins : révision du système de concessions, ouverture plus large des licences, modernisation de l'offre numérique ou encore restructuration du régulateur local SZTFH.

Le rôle de Szerencsejáték Zrt. pourrait également être réinterrogé dans le cadre d'un audit évoqué par la presse locale. L'objectif serait notamment d'évaluer l'efficacité économique du modèle actuel et les perspectives de développement du secteur en ligne.

Un dossier suivi de près en Europe

Le sujet dépasse le seul cadre hongrois. Depuis plusieurs années, la régulation des jeux en ligne en Europe fait l'objet de débats récurrents entre ouverture à la concurrence, protection des joueurs et lutte contre l'offre illégale.

La Hongrie avait déjà été rappelée à l'ordre par la Cour de justice de l'Union européenne en 2018 concernant certaines dispositions de son cadre réglementaire, jugées incompatibles avec le droit européen sur la libre prestation de services.

Dans ce contexte, une éventuelle évolution du modèle hongrois pourrait rapidement attirer l'attention des grands opérateurs européens, toujours à l'affût de marchés encore peu ouverts. Reste désormais à savoir si le gouvernement hongrois choisira réellement d'engager une réforme de fond ou s'il privilégiera des ajustements plus limités du système actuel.